

Le destin européen de la Suisse : l'adhésion à l'Union européenne est inéluctable et la Suisse n'y perdra ni son âme, ni sa souveraineté.

Les années passent, la Suisse est toujours géographiquement au centre de l'Europe, un petit îlot dont la tranquillité est mise à mal par les événements. Les arguments présentés par M. Béat Kappeler le 10 avril dans son réquisitoire contre l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne m'amène à présenter un autre point de vue qu'une pure vision de libéralisme économique, celle en qui même les responsables de l'économie réelle se mettent à douter suite à la crise.

Une adhésion à l'Union européenne signifierait-elle une perte ou un sauvetage de notre souveraineté nationale ? Ni l'une ni l'autre des affirmations n'a sa raison d'être. Reconnaissons d'abord que notre souveraineté est quelque peu écornée par les récents et divers événements des dernières années. Ils ont eu le mérite de mettre en évidence, s'il était encore nécessaire de le faire, que nous sommes une nation parmi les autres, avec ses atouts et ses faiblesses. Ce n'est peut-être pas agréable de rentrer dans le rang et de ne plus pouvoir se considérer comme un « Sonderfall » perpétuel, mais c'est la réalité d'aujourd'hui.

Notre souveraineté – ou ce qu'il en reste dans ce monde globalisé - n'est pas foncièrement différente de celle dont disposent encore nos voisins directs, tous membres de l'Union européenne ; dans une société en interaction constante et profonde, dans laquelle l'économie est globalisée, la souveraineté nationale trouve ses limites sitôt que les échanges économiques sont mis en péril. Le peuple suisse l'a fort bien compris en acceptant, chaque fois que la question lui a été posée, les accords fondamentaux qui régissent maintenant notre vie quotidienne avec l'Union européenne.

A ce jour, plus de vingt accords majeurs sont en vigueur, une centaine d'accords secondaires régissent nos rapports avec l'Union européenne dans laquelle nous sommes enclavés. Les domaines concernés sont aussi divers que la libre circulation des personnes, Schengen/Dublin, la lutte contre la fraude fiscale, la fiscalité de l'épargne, les médias, les programmes-cadres de recherche, l'éducation, la formation professionnelle et activités de jeunesse, la circulation des marchandises... Des accords sont en phase de négociation ou projetés sur l'électricité et la sécurité d'approvisionnement, le secteur agroalimentaire en relation avec la sécurité des produits et la santé publique, la coopération multilatérale en matière d'armement, les quotas d'émissions de CO2 et la politique climatique, l'Agence spatiale européenne et le système satellitaire européen, la sécurité des produits chimiques, les contrôles des médicaments ou vétérinaires, ...

Le Conseil fédéral, que l'on ne peut pas franchement taxer d'euro-turbo, ne se lance pas à la légère dans toutes ces négociations. Il est au front au quotidien et mesure la nécessité de négocier les conditions indispensables pour assurer à la Suisse le meilleur développement possible. Notre vie quotidienne est à ce point imbriquée dans l'économie européenne, que faire croire à une souveraineté suisse hors d'atteinte des turpitudes éventuelles que l'Europe pourrait traverser revient à occulter sciemment une part de la réalité !

Tous les membres de l'Union européenne ne sont pas membres de la zone euro. Il est donc possible d'adhérer à l'Union sans du même coup abandonner le franc en faveur de l'euro. Est-ce « la » solution ? C'est une des options qui pourrait être envisagée. Toute évocation

d'un éventuel doublement de la TVA ou des taux hypothécaires et des loyers en cas d'adhésion à l'UE est pure spéculation, déconnectée d'une analyse approfondie liée aux conséquences de tels changements structurels. L'UE est une entité qui permet aux nations européennes de régler leurs potentiels conflits en amont, d'éviter ainsi le recours aux armes. La paix en Europe depuis soixante ans est un bien dont les nouvelles générations n'ont pas toujours conscience ; elle est le fruit de la démocratisation de nombreux pays qui ont ensuite franchi le pas de l'adhésion, par volonté politique. La paix se construit lorsque les peuples se côtoient, apprennent à se connaître, prennent conscience de leur destin commun. Une réflexion et des décisions politiques sont nécessaires pour poursuivre la construction européenne, assurer sur le long terme la paix de ce continent et son développement harmonieux. Postuler que seule l'économie est le moteur de la construction européenne, et se réjouir avec cynisme d'une éventuelle déliquescence de la zone euro reviendrait à utiliser comme seule grille d'analyse la rentabilité immédiate. Or, c'est justement ce type d'économie du profit éhonté à court terme qui a jeté le monde dans la crise, entraînant dans son sillage l'économie réelle et créant des difficultés à un certain nombre de pays du sud de l'Europe. Les apprentis sorciers sont à chercher dans les financiers de haut vol si souvent portés aux nues par les tenants du libéralisme pur et dur, mais qui manquent singulièrement de vision d'avenir. L'Europe doit encore se construire socialement et dans ses processus démocratiques, cela prend du temps, de l'énergie, de la vision.

Il y a deux ans, personne n'imaginait que la Suisse serait acculée au mur de telle sorte qu'elle abandonnerait en quelques semaines ce pilier de sa « souveraineté » que constituait le secret bancaire et la sacro-sainte différence entre fraude et soustraction fiscale. Et pourtant, cette page de notre histoire se tourne irrémédiablement.

Je souhaite que notre pays ait la maturité nécessaire pour se préparer à l'adhésion avec lucidité plutôt que d'y être contraint dans la précipitation par des événements extérieurs qui le placeraient en position de faiblesse dommageable. L'Europe des vingt-sept passe par des phases de construction chahutées ; la Confédération helvétique en a elle aussi connues au cours de son histoire, elle n'est pas née d'une génération spontanée et parfaite... L'Union européenne poursuit sa route, et ne se réduit pas à la mauvaise santé passagère de l'euro ; elle est porteuse d'avenir pour ses populations. Le traité de Lisbonne donne plus de place au Parlement européen, ici aussi la démocratie fait son chemin, bien que trop lentement. Le chemin des négociations bilatérales devient de plus en plus étroit et escarpé ; il est hasardeux de postuler que tous les pays européens seront toujours prêts à accepter sans broncher les exceptions exigées par la Suisse ; paradoxalement, une participation pleine et entière de la Suisse aux décisions communautaires renforcerait notre souveraineté. Nous pourrions infléchir les décisions en amont, de l'intérieur, et participer à la construction. L'adhésion est inéluctable, il est encore temps de choisir l'approche la plus favorable, mais faisons vite !

Josiane Aubert, conseillère nationale